

La dotation académique avec 0 retrait ( 0 création) pour le premier degré et la dotation négative pour l'Orne (-4 postes) ne répondent pas à nos attentes en terme de renforcement et de développement du service public d'éducation. Ces dotations s'inscrivent dans une politique générale de suppressions d'emplois dans la fonction publique et dans l'Education Nationale en particulier (11 200 suppressions cette année) . Cette politique va s'amplifier au cours des quatre prochaines années si l'on en croit les déclarations présidentielles (150 000 à 180 000 suppressions d'emplois annoncées).

Suppressions de postes par le non renouvellement de départs en retraite, nouvelles baisses des recrutements à l'IUFM, stages de remise à niveau ( près d'un million d'heures supplémentaires), nouveaux programmes, passage à 24h (temps élève), évaluations socle commun, dotation négative cette année ; vous comprendrez dans ces conditions que le moral des enseignants n'est pas au beau fixe.

En effet, même si la fourchette sur la dotation départementale que vous annonciez en novembre dernier et confirmée dans le document d'accompagnement de ce CTPD n'est pas de la même nature que celle aujourd'hui constatée, il n'en demeure pas moins que nous sommes toujours dans le cadre d'une dotation négative :elle se traduirait par les fermetures fermes de 26 classes et une demie pour 4 ouvertures fermes. La créations de 6 ETP « poste soutien », de 3 brigades (nous n'en contestons pas la nécessité) ne peuvent nous faire oublier le fait que pour bon nombre d'écoles suite aux mesures de carte scolaire que vous proposez, la hausse des effectifs par classes sera significative, que les difficultés de répartition dans ces écoles seront accrues.

Sur les 26,5

- 4 écoles passeront à 25 et plus de moyenne
- 10 passeront au-dessus de 24
- 10 passeront au-dessus de 23

Le P/E n'est qu'un rapport statistique dans le cadre défini d'une politique en matière d'éducation. 5,64 ou 5,68 ne prennent sens, en terme de gestion des moyens en personnels, que dans le cadre de ces moyens définis par la politique gouvernementale. Ces ratios ne sont donc pas une fatalité pour le service public d'éducation. C'est donc cette politique en matière d'éducation que nous contestons.

Pour terminer, nous nous inquiétons de la prévision de fermetures de 5 postes en SEGPA et du devenir de la SEGPA de Vimoutiers.

